



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 2618

Texte de la question

COMPÉTITIVITÉ DE LA FRANCE

M. le président. La parole est à M. Damien Abad, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Damien Abad. Monsieur le Premier ministre, il y a un peu plus de dix ans, l'Allemagne de Gerhard Schröder faisait le choix de réformes courageuses, alors que la France socialiste faisait celui des 35 heures.

Résultat : l'écart de compétitivité entre la France et l'Allemagne s'est accru de trente points.

Croissance en berne, chômage en hausse, investissement à l'arrêt : la France, qui vient en début d'année de perdre sa place de cinquième puissance mondiale, se trouve désormais à l'arrière du peloton européen. Pourtant, la reprise dans la zone euro est bien là, et tous les indicateurs conjoncturels sont au vert : euro faible, prix du baril de pétrole et taux d'intérêt au plus bas. Malgré cela, avec près de six millions de chômeurs, toutes catégories confondues, et 80 milliards d'euros d'impôts supplémentaires pesant sur les familles, la France décroche, au moment-même où les autres grands pays européens comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou l'Espagne retrouvent le chemin de la croissance et de l'emploi.

Depuis que les socialistes sont à la tête de mon département de l'Ain, le taux de chômage y a augmenté de plus de 50 % et la fiscalité a explosé, notamment pour les classes moyennes et les retraités. Les dépenses d'investissement ne cessent, elles, de se réduire, alors que nous sommes le premier département industriel de France.

La France des territoires, et la France de l'après-*Charlie*, attendent de vous, monsieur le Premier ministre, de l'efficacité plutôt que de l'impuissance, de l'action plutôt que de l'incantation et du courage plutôt que du renoncement. Redressement productif, pacte de responsabilité, crédit d'impôt compétitivité emploi : rien n'y fait, pas même la réformette de plus qu'est la loi Macron !

M. Jean Glavany. Allez, allez ! Toujours dans la nuance.

M. Damien Abad. Alors, monsieur le Premier ministre, quand vous attaquerez-vous à la désespérance économique et sociale des Français ? Quand allez-vous répondre à leurs préoccupations comme l'emploi des jeunes et des seniors ou la compétitivité des entreprises ? Quand allez-vous rétablir une véritable société de confiance autour de nos valeurs d'autorité, d'effort, de travail et de mérite ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Philippe Meunier. Ministre de quoi ?

M. Michel Sapin, *ministre des finances et des comptes publics*. Monsieur le député, il y a dix ans, en 2004, lorsque vos amis étaient au pouvoir, effectivement, la France ne s'est pas réformée. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

La France a, à ce moment-là, décroché par rapport à une Allemagne qui, elle, avec d'autres pouvoirs, a eu le courage de se réformer. Eh oui, la France a pris dix ans de retard : les dix années pendant lesquelles vous l'avez dirigée. C'est ainsi qu'il faut regarder la réalité de cette décennie passée.

Vous avez vous-même, monsieur le député, souhaité effectuer ce retour en arrière en nous ramenant en 2004 : voilà quelle était la réalité de notre pays à ce moment-là.

Nous avons, nous, décidé de redonner de la compétitivité aux entreprises françaises, car elles en manquaient. (*Exclamations sur quelques bancs du groupe UMP.*) Avec le CICE, avec 10 milliards d'euros de baisse de charges en 2014 et 12 milliards en 2015, les marges des entreprises se sont redressées.

Monsieur Abad, je vous invite à regarder, en toute honnêteté, la réalité des chiffres, et pas seulement ceux du département de l'Ain, dont je comprends qu'ils vont vous préoccuper dans les prochains jours. Les chefs d'entreprise prévoient aujourd'hui d'augmenter leurs investissements alors que ceux-ci n'avaient cessé de chuter au cours des années passées : voilà le résultat d'une politique qui est déterminée.

Nous continuerons à réformer la France. Nous continuerons à faire en sorte que les entreprises aient plus de capacité d'investissement. Nous continuerons à faciliter les créations d'emplois pour, enfin, faire reculer le chômage qui n'a cessé d'exploser entre 2007 et 2012. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Vous le savez parfaitement.

Voilà quelle est aujourd'hui la réalité des choses : une France qui se bat, une France qui est en train de se relever, une France qui est aujourd'hui respectée par ses partenaires et par les autres pays d'Europe, là où autrefois on la tournait en dérision. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Damien Abad](#)

Circonscription : Ain (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2618

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 mars 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 mars 2015](#)